

Avis voté en plénière le 8 novembre 2011

# Les négociations climatiques internationales à l'aune de la conférence de Durban

## Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

En se saisissant de ce sujet, le CESE avait pour ambition de « *contribuer à une meilleure connaissance des problématiques posées et à une implication plus grande des citoyens* ». Alors que la crise économique et financière relègue la lutte contre le changement climatique au rang des « *priorités secondaires* », cet enjeu de sensibilisation et d'information nous semble plus que jamais crucial.

Ainsi, l'article 6 de la convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques est-il à juste titre consacré à l'éducation et à la formation des citoyens. Nous sommes convaincus qu'il y a un lien entre l'investissement des citoyens, leur appréhension des enjeux climatiques et l'avancée vers un régime international plus contraignant et donc plus efficace.

À cet égard, notre groupe est particulièrement sensible au lien qui est fait dans cet avis entre la crise écologique et le défi démocratique, il se joint de ce fait à l'appel pour une plus grande participation des populations aux processus décisionnels. Dans cette perspective, l'éducation, formelle et informelle, aux enjeux environnementaux doit donc être largement encouragée.

La lutte contre le réchauffement climatique est un combat qui, par sa nature même, impose une réponse mondiale et coordonnée. En effet, de même que les changements climatiques toucheront inégalement les États du globe, la nécessaire transition vers des économies moins polluantes n'aura pas le même impact sur toutes les populations, notamment en ce qui concerne l'évolution des emplois. Il est donc important qu'elle soit la plus juste et la plus équitable possible. Un accompagnement est nécessaire pour éviter que les populations les plus vulnérables ne soient davantage touchées, les propositions de l'avis sur les financements vont dans ce sens.

Au-delà des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'avis nous montre bien qu'il s'agit désormais de répondre aux enjeux d'adaptation. Ceux-ci sont tout autant techniques que sociaux. Les changements climatiques sont porteurs d'inégalités et de crises majeures, nous soutenons donc pleinement l'intégration des impératifs de l'adaptation aux politiques de développement.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a donc voté en faveur de cet avis.